



MUNICIPALES AJACCIO
LAURENT MARCANGELI

APPUYÉ SUR SON BILAN

P5 À 7

1,60€



PATRIMOINE
LA FONDATION
A 20 ANS
P26

BATTÌ P2 • ÉDITO P3 • OPINIONS P4
MUNICIPALES P8 • JACQUES FUSINA P10
ANNONCES LÉGALES P11 • BRÈVES P24
CARNET DE BORD P28 • AGENDA P30



S E M P R ' À F I A N C ' À V O I

SOUS-PRÉFÊTE HARCELÉE EN CORSE!

VOTRE PLACE, MADAME, EST SOUS LE PRÉFET!



VERGOGNA!

Batti

SOMMAIRE

OPINIONS

LAURENT MARCANGELI **APPUYÉ SUR SON BILAN**

P4

P5

MUNICIPALES **LE CHARME DISCRET DE LA MACRONIE**

P8

MUNICIPALES **AJACCIO CITOYEN**

P9

LA CHRONIQUE DE JACQUES FUSINA

P10

ANNONCES LÉGALES

P11

EN BREF ET EN CHIFFRES

P24

PATRIMOINE **LA FONDATION A 20 ANS**

P26

POLITIQUE **CARNETS DE BORD**

P28

LA SÉLECTION DE LA RÉDACTION

P30

Avà basta!

Torna una vita cacciata da una manu assassina. Ma, ùn si tratta micca quì di maffia o di banditismu. Piuttostu di bistialità, di scimità. Calchì ghjornu fà, in Corti, un omu di mancu 40 anni, cunsighjeru municipali di ssa cità, hè statu tombu ind'i muri d'una discoteca, vittima d'un tiru d'arma à focu. Podassi dopu una lita. Un drama chì hà scuzzulatu tutta una pupulazioni è chì ci ni ramenta un altru, par disgrazia, ind'a listessa cità una decina d'anni fà: quillu chì avia toccu un ghjovanu studianti di l'Università. È sempri cù ssi pistoli maladetti à mezu. A Corsica hè sempri a prima regioni di Francia in tarmeni d'armi par abitanti, cù un nivellu chì si pò paragnà, in prupurzioni, à quillu di u statu di u Texas, in America. S'ellu ùn si tratta micca di stigmatizà tutti quilli chì t'ani un fucili o altru nant'à l'isula, com'è i cacciadori, u fattu si stà chì certi, chì t'ani pocu è micca ciarbellu, u sanguì troppu caldu, o u bisognu di cumpensà una mancanza di virilità, si credini, soca, à l'epica di Far West. S'ellu si pudaria avanzà un argumentu «culturali», ferma cumpliatu di truvà una spiegazioni pà l'attrattività d'una parti di u populu corsu pà l'armi, cù frà altru una ghjuventù abbastanza persa è in cerca di punti cardinali. Forsa dinò chì certi parenti, pà dilla franca è chjara, ani fiascatu l'educazioni di i so fighjoli. Si pudaria metta una mansa d'ipotesi à buleghju, ma un affari hè sicuru: pienghjini torna parenti è amichi chì ùn vidarani più vultà un omu ch'elli tiniani cusì caru. S'ellu si metti sempri u ditu nant'à l'affari ghjunti da u fora chì poni culpiscia a sucità corsa, ci vularia, dinò, à pighjacci in manu è à trattà prublemi chì sò bè «nustrali». È fà chì drammi simuli ùn accadessini più, ricusendu, com'è pà tant'altri sughjetti, a fatalità. ■ Santu CASANOVA

ESC IN AJACCIO

TUTTU AÈ CALMU,
MME LA RECTRICE
SI SENTI BULÀ I MOSCHI



ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE™

Directeur de la publication – Rédacteur en chef : Paul Aurelli (06 86 69 70 99)
journal@icn-presse.corsica

BUREAU D'AJACCIO & RÉDACTION

• Chef d'édition Elisabeth Milleliri • informateur.corse@orange.fr
• 1^{er} secrétaire de rédaction (Ajaccio) Eric Patris • eric.patris-sra@icn-presse.corsica

BUREAU DE BASTIA 1, Rue Miot (2^e étage), 20200 BASTIA

• Secrétariat Bernadette Benazzi Tél. 04 95 32 04 40
• Annonces légales Albert Tapiero Tél. 04 95 32 89 92
• 1^{er} secrétaire de rédaction (Bastia) P. Muzzarelli

CorsicaPress Éditions SAS

Immeuble Marevista, 12, Quai des Martyrs, 20200 Bastia, Tél. 04 95 32 89 95
Société locataire-gérante des titres et marques – Principaux associés : PA, AG, JFA, GA, PLO.

IMPRIMERIE AZ Diffusion 20600 Bastia • Dépôt légal Bastia
CPPAP 1020 C 88773 • ISSN 2114 009

Membre du SPHR • Alliance de la presse d'information générale
Fondateur Louis Rioni



H U M E U R

12

Qu'il soit mesure du temps, symbole religieux ou porteur de croyances magiques ou maléfiques, ce nombre ne laisse pas indifférent. Et en ce début d'année 2020, le 12 persiste.

Le 12 questionne quand le 29 janvier dernier l'Académie des César nomme *J'accuse* de Roman Polanski, film vu par 1,5 million de spectateurs, dans 12 catégories. L'annonce de l'instance -qui ne doit pas avoir de positions morales pour son président- relance la polémique qui ne pourra cesser puisque la prescription empêche la justice d'agir et impacte certainement les 12 femmes qui accusent le réalisateur d'agression sexuelle ou de viol.

Le 12 émeut quand le gouvernement refuse d'allonger, à ce nombre, les jours du congé de «deuil d'un enfant». La ministre du Travail fait marche arrière et reconnaît l'erreur gouvernementale mais ce 12 indigné, car l'humanité et la décence ont du mal à trouver leur place dans des décisions mal réfléchies ou dans les paroles de ceux-là qui déclarent qu'augmenter la durée de ce congé ne compensera pas le traumatisme et de ceux-ci qui parlent d'achat de générosité à bon prix sur le dos des entreprises.

Le 12 devient quête quand il se fait milliards d'euros à trouver d'ici 3 mois par les partenaires sociaux afin de proposer un compromis à la réforme des retraites engagée par le gouvernement.

Le 12 se fait coups de minuit sonnés le 31 janvier, à Bruxelles (23 heures à Londres) pour annoncer que le Royaume-Uni quitte officiellement l'Union européenne. Désormais, place aux futurs accords commerciaux avec des négociations qui s'annoncent aussi titanesques que les 12 travaux d'Hercule.

Et enfin que dire du coronavirus qui a conduit la Chine à construire un hôpital en moins de 12 jours pour tenter de limiter son épidémie ? Rien, sinon que les chercheurs tentent d'y faire face, que les complotistes recherchent l'armée des douze singes impliquée dans la propagation de ce virus, que les cinéphiles peuvent revoir ce film aux nombreuses récompenses sans souffrir aucune polémique. ■ **Dominique PIETRI**

IL FALLAIT LE DIRE

« À un moment donné il faudrait que le ridicule finisse par tuer. »

Jean-Christophe Lagarde, député de Seine-Saint-Denis et chef de file des députés UDI-AGIR à l'Assemblée Nationale, a, le 4 février sur LCP, résumé ainsi sa position à propos de la guerre d'amendements menée par l'opposition lors du débat sur la réforme des retraites. La capacité plus que limitée de la majorité et du gouvernement à entendre la fronde qui bouleverse le paysage politique et social depuis bientôt trois mois n'a donc d'égale que leur considération pour le travail parlementaire. On ose espérer que le digne homme parlait au figuré et que nul souhait de voir expirer les députés opposés au projet ne sous-tendait ses propos. On le souhaite d'ailleurs aussi pour lui : beaucoup de ministres et députés, lui le premier, ne seraient pas à l'abri d'un coup de faux prématuré si d'aventure ses vœux étaient exaucés de façon littérale. ■ **EP**

LIBERTÉ GLORIA À TÈ, SIBETH!

À chacun sa pépite. Le QSG a Kylian Mbappé. Le gouvernement de M. Philippe a Sibeth Ndiaye. Sans toutefois parvenir à convaincre l'opinion qu'il est en possession de l'égal du diamant Hope. Il en est même - jaloux à n'en point douter - pour dire, sans citer les sources de leur expertise, qu'il ne s'agirait que d'un zircon. Au prétexte que Sibeth arbore volontiers les couleurs d'un psittacidé en parure de rut, certains voient en elle un écho animé de la voix de son maître. Monumentale erreur! Sibeth est. Il lui arrive donc, comme à tout un chacun, de «*penser de ses propres ailes*». Ainsi, invitée de Jean-Jacques Bourdin (26/1/2020) sur BFMTV elle a révélé que «*La retraite est un moment d'angoisse. On sait qu'il y a beaucoup de crises cardiaques, de maladies qui surviennent, notamment chez les hommes, quand on arrête l'activité, parce qu'en quelque sorte, il y a un petit vide qui se crée.*» Buzz dans le Landerneau politique et médical! Où sont ses communications aux Entretiens de Bichat? Ses travaux au Mount Sinai Hospital, à la Mayo Clinic? Force est d'admettre: ils n'existent pas. Pour autant, faut-il apprendre aux sceptiques que Pasteur n'était pas médecin? Seriner que les maladies rares ne sont que des maladies méconnues? Oui, la peur peut être à la base de diverses manifestations pathologiques. La plus commune, mais non la moins socialement redoutée, étant l'accélération du transit intestinal. Outre l'ictère de la nuit de noce ou l'ictère du mur des Fédérés, il y a même, après *Le salaire de la peur*, la peur du salaire, en découvrant la fiche de paye caviardée de retenues diverses. Et maintenant, la peur de la retraite, responsable d'un taux de létalité préoccupant.

Gloria a tè, Sibeth, qui viens de tirer la sonnette d'alarme! Avant de condamner sa déclaration, il serait bon d'entreprendre une étude clinique et statistique. Si, au même titre que diabète, troubles du métabolisme des lipides, éthylo-tabagisme, malbouffe, sédentarité, obésité, pollution de l'air et pesticides, la peur de la retraite venait potentialiser le stress d'une vie trépidante, il y aurait alors tout lieu de l'ajouter à la liste des facteurs de risques de l'infarctus du myocarde, de l'HTA, des pathologies cardio-respiratoires et des cancers du sein et de la vessie. Une loi devrait, sans attendre, imposer la suppression de toute retraite pour les sujets porteurs de tels risques. À l'heure où se pose, avec une cruelle acuité, le financement des retraites des sujets non tarés, M. Darmanin, avant de s'en aller orner les pelouses de Tourcoing, pourrait en un tour de main calculer les retombées financières du maintien au travail ad vitam eternam des angoissés chroniques. Dans l'attente, frères humains, éternels pendouillés aux bretelles de l'espérance, prions avec François (Villon, pas Fillon!) que Dieu, par l'intermédiaire de la grande prêtresse Belloubet, nous veuille absoudre de nos blasphèmes. ■ **Paulu-Santu MUSÉ-PUGLIESI**

LAURENT MARCANGELI

APPUYÉ SUR SON BILAN

À la tête d'une liste d'ouverture, le maire sortant et leader de la démarche Ajaccio ! Le Mouvement se présente pour un second mandat.

Sous la bannière « Fiers d'être Ajacciens », il porte un projet dont les 3 axes principaux sont l'environnement, l'humain et l'identité.

Propos recueillis par J. CASANOVA





Photo Ajaccio Le Mouvement

Découragés par la multiplication des responsabilités qui leur incombent, beaucoup de maires ont choisi de ne pas se représenter. Ce n'est pas votre cas...

Je ne me sens pas découragé. Après tout, je ne suis maire que depuis 6 ans et ce que je fais ici me passionne. Je me suis toutefois posé la question car ce n'est pas une automaticité, mais j'ai fait mon examen de conscience et j'ai encore l'énergie. Et surtout, je veux poursuivre un certain nombre de projets et en mettre d'autres sur les rails.

Quel bilan tirez vous de votre mandat?

D'aucuns diraient que je devrais arriver devant les électeurs en disant que tout est bien, mais ce serait mentir et faire l'impasse sur un certain nombre de difficultés que nous n'avons pas été en mesure de régler, parce que nous n'avons pas eu le temps et parfois pas l'écoute de certains de nos partenaires. Mais le bilan est globalement positif. Des quartiers ont été totalement transformés du côté de l'est, et on a lourdement investi pour pouvoir améliorer la qualité de vie des Ajacciens. J'ai le sentiment d'avoir su fédérer un certain nombre d'énergies autour d'une vision ambitieuse de la ville d'Ajaccio. Mais il reste encore à travailler sur un certain nombre de choses et nous le savons. Après avoir fait beaucoup de choses pour l'est, nous voulons faire de 2020-2026 un mandat tourné vers le centre historique de la ville.

En 2014, vous portiez une liste résolument ancrée à droite. Aujourd'hui, vous avez fait le choix d'une liste d'ouverture. Transcender partis et clivages traditionnels est-il désormais un passage obligé pour les élections locales voire une force supplémentaire?

C'est mon analyse. Il s'est passé beaucoup de choses entre 2014 et aujourd'hui et pas seulement sur le terrain ajaccien. Il y a quand même eu une élection nationale qui est venue rompre complètement un ordre

«Après avoir fait beaucoup de choses pour l'est, nous voulons faire de 2020-2026 un mandat tourné vers le centre historique de la ville»

établi. Je demeure un homme de centre droit, je ne m'en suis jamais caché, mais j'ai pris ma distance avec la vie partisane. Néanmoins, sur cette liste il y a des gens qui demeurent des responsables encartés chez Les Républicains, et le représentant local de l'UDI. Il y a aussi les Bonapartistes qui me soutiennent. Mais c'est vrai que les bouleversements de la vie politique locale et nationale m'ont amené à aller chercher des femmes et des hommes qui soit n'avaient pas d'engagement dans un parti, soit en ont eu ou en ont encore dans des formations qui n'étaient pas de la droite et du centre. Le but, c'était de se reconnaître dans cette fierté ajaccienne et également d'avoir ce désir de servir une cause, celle de la capitale régionale, à travers une reconnaissance dans le bilan que nous avons à notre disposition, mais également dans l'ambition que nous voulons porter à travers notre projet qui est précis, complet, réalisable et crédible.

Certains de vos adversaires, notamment les nationalistes, dénoncent une hausse des dépenses de personnel de la ville. Vous, au contraire, pointez des économies réalisées sur le train de vie de la mairie depuis votre arrivée aux responsabilités...

Les chiffres sont consultables. Les dépenses générales de la ville d'Ajaccio étaient en 2014 supérieures de 600 000 € à aujourd'hui. Nous avons fait une économie de plus de 3 M€ sur les dépenses de train de vie de la mairie. Sur le personnel, on a renforcé là où il fallait renforcer. Nous avons été dans une gestion sereine et sérieuse des deniers publics. Mais je n'ai pas de leçons à recevoir de gens qui échouent partout où ils passent. Le dernier clan qui reste en Corse, ce sont les nationalistes. Aujourd'hui, la maison de cristal est une maison de plomb. Les agents de la Collectivité de Corse se plaignent de la manière dont les choses fonctionnent. Le songe du monde meilleur promis par l'élection de Gilles Simeoni s'est dissipé, et aujourd'hui les gens voient qu'il y a une volonté de mettre la main sur à peu près tout.

Votre projet 2020-2026 met en avant l'environnement. Pour vous, c'est la priorité absolue de la prochaine mandature?

Oui. Je ne viens pas de ce milieu au départ, mais aujourd'hui j'ai deux enfants. Je suis inquiet du devenir de notre planète, de notre environnement. Même si ce n'est pas la ville d'Ajaccio qui va changer la donne, je pense qu'il faut que chacun prenne sa part. Dans les aménagements

« Il y a trop de gens qui souffrent sur notre territoire, qui ont des difficultés financières majeures, qui n'arrivent pas à se loger, qui ont des difficultés d'accès à l'emploi ou encore à la culture. »

que nous devons réaliser pour l'avenir de cette ville et ses enfants, je crois qu'il faut que l'on mette cela en priorité. Notre génération sera jugée par rapport à cela, car nous savons ce qui se passe.

Autre pan important de votre programme, l'humain et le social. Quels objectifs fixez-vous en la matière pour la prochaine mandature ?

Continuer d'avancer sur la dimension sociale de notre projet intercommunal. Nous avons créé un Centre intercommunal d'action sociale avec les 10 communes de la Capa. Nous avons un bel outil qui fonctionne, mais il faut que l'on travaille davantage avec notre partenaire naturel qu'est la CdC car il y a trop de gens qui souffrent sur notre territoire, qui ont des difficultés financières majeures, qui n'arrivent pas à se loger, qui ont des difficultés d'accès à l'emploi ou encore à la culture.

En novembre 2019, la ville a adopté son Plan local d'urbanisme. Or, on entend énormément de critiques sur ce document. Est-il à la hauteur des diverses attentes de développement et de préservation ?

Nous avons eu le courage de faire un document d'urbanisme car j'avais promis aux Ajacciens et aux Ajacciennes que nous le ferions. Ce document n'est jamais parfait car il est contraint par toute une série de normes et de documents. Donc, on a fait avec ce qu'on avait au niveau de toute la littérature, notamment le Padduc, qui s'impose à nous. Et puis oui, c'est la vision politique que je veux avoir pour mon territoire qui a primé, à savoir une limitation des espaces constructibles. Cela n'a pas fait que des heureux. Des propriétaires terriens ont perdu leur droit de construire et m'en veulent certainement. Mais ceux-là on ne les cite pas, on cite plutôt des associations qui voudraient que plus rien ne se construise, que plus rien n'avance, voire même que l'on recule. Moi je suis porteur d'une idée : le développement encadré. Je souhaite que l'on continue de se développer intelligemment, en harmonie avec notre environnement, avec l'humain. Mais il ne faut surtout pas être dans une logique de régression.

Les difficultés de circulation sont aussi au cœur de la campagne. Que prévoyez-vous de mettre en œuvre pour décongestionner le centre-ville qui étouffe sous les embouteillages ?

Les embouteillages sont à la base de mécontentements compréhensibles de nos concitoyens et ont des effets sur la vie quotidienne de la commune. Nous avons un Plan de déplacements urbains qui a été voté à l'unanimité à la Capa et qui porte sur ces questions. Mais il y a également la nécessité, et cette campagne électorale doit être le moment de le faire, d'une véritable prise en compte au niveau régional du fait de l'agglomération ajaccienne, notamment au travers de nos infrastructures routières car, je le rappelle, si nous sommes aujourd'hui en difficulté pour rentrer et sortir de la ville tous les matins et tous les soirs, c'est parce que nous avons des réseaux qui ne sont pas adaptés. La CdC doit faire un effort d'investissement structurel sur la ville d'Ajaccio qui tarde à venir. Quant au stationnement, il y a aujourd'hui un projet qui est porté par la CCI et que nous soutenons, mais nous avons également le nôtre de créer un parking de 1000 places à l'hôpital lorsque celui-ci déménagera. Nous allons récupérer l'emprise de l'actuel parking, le densifier pour faire des places supplémentaires, et créer des liaisons par navettes qui permettront de desservir le centre-ville, tout cela dans une dynamique de redynamisation.

À ce sujet, la désertification du centre-ville se fait de plus en plus sentir, et du côté des commerçants, de nombreuses voix s'élèvent pour interpeller les candidats sur ce phénomène...

Plus loin qu'Ajaccio, la désertification des centres-villes est un phénomène mondial. Notre ville n'échappe pas à la donne. Elle s'en sort mieux que certaines, et moins bien que d'autres. Comment ne pas être sensible à cela ? J'entends parfois que nous avons baissé les bras pendant la mandature, c'est faux ! Quand on met 2400 m² de marché couvert où on va faire revenir des savoirs, c'est qu'on parie sur le centre-ville. De plus, pour le projet Action cœur de ville, qui a retenu Ajaccio parmi les premières villes pouvant bénéficier des accompagnements, il y a bien fallu que l'on propose des choses et que l'on monte à Paris pour convaincre du bien fondé de cette démarche.

Evènement marquant, la citadelle a été rendue à la ville d'Ajaccio en juillet dernier. Quel avenir pour ce lieu hautement symbolique ?

Cet établissement a été fermé aux Ajacciens, a été construit contre eux. Il faut rompre ce lien de défiance entre cet espace et la ville avec des accès, des espaces publics, de l'activité économique et culturelle pour permettre à ce lieu de devenir un endroit emblématique de la ville, où il se passe des choses. Tout cela dans le cadre d'une concertation que l'on voudra la plus transparente possible avec les habitants et les porteurs de projet. ■

« Moi je suis porteur d'une idée : le développement encadré »



Photo Ajaccio Le Mouvement

LE CHARME DISCRET DE LA MACRONIE

Fait notable, en Corse, le parti créé par Emmanuel Macron n'a investi ni soutenu aucun candidat aux élections municipales.

Mais s'ils n'arborent pas ostensiblement d'étiquette, comme ils ont pu le faire dans d'autres scrutins, les marcheurs ne sont pas pour autant absents de ce scrutin

« Paris vaut bien une messe » aurait dit (ou pas) Henri IV. Quelques siècles plus tard, la question de la laïcité, régulièrement ravivée, fait débat. Lorsqu'elle n'est pas tranchée, dans le vif, par des représentants des compagnies républicaines de sécurité, délogeant manu militari des manifestants de l'église où ils avaient cru trouver refuge. N'est pas Esmeralda qui veut. Mais la question qui, depuis quelques semaines, taraude régulièrement analystes et éditorialistes, tant dans la presse nationale que régionale, est de savoir si cette fois Paris ne va pas surtout valoir une veste au parti d'Emmanuel Macron. Les récents sondages le laissent augurer, le candidat aux municipales investi par LREM, Benjamin Griveaux, n'arrivant au mieux qu'en troisième position, y compris dans l'hypothèse d'une alliance au second tour avec Cédric Villani, entré en dissidence. Si la France, quoi que puissent en penser certains, ne se résume pas à Paris, une défaite du candidat de la majorité présidentielle dans la capitale serait malgré tout une claque. A fortiori si on considère que lors de la présidentielle de 2017, les électeurs parisiens, très mobilisés à en juger par les taux de participation supérieurs à la moyenne nationale*, avaient d'emblée accordé leur faveur au candidat Macron.

Par ailleurs, si le parti de la majorité présidentielle qui affiche l'ambition, avec ce scrutin, de renforcer son ancrage dans « les territoires », il semble qu'il lui sera difficile de renouer avec les succès remportés lors des présidentielles et des législatives. Peut-être l'effet des nombreuses « erreurs de communication » de ces derniers mois, qui sait ? En outre, quoique jeune, le mouvement connaît déjà des divisions. Outre Paris, dans d'autres grandes villes, où les nuances politiques des candidats seront tout à fait identifiables, telles que Strasbourg, Lyon ou Metz, LREM semble en fâcheuse posture ; lorsqu'il ne se voit pas contraint de jeter l'éponge, comme à Athis-Mons, dans l'Essonne. Et l'argument du « seul vrai rempart contre le FN », brandi dans certaines communes, semble ne plus vraiment faire recette.

Mais s'il y a une région où La République en marche pourra toujours se targuer de n'avoir essuyé aucun revers lors de ces municipales 2020, c'est bien la Corse. Et pour cause : bien qu'elle y compte quelques fidèles, à commencer par le maire sortant de Bonifacio, Jean-Charles Orsucci, elle n'y compte, pour ce scrutin, aucun candidat dûment labellisé comme c'était pourtant le cas à l'occasion des territoriales puis des législatives. Pas d'investiture, donc, ni même de soutien. Il est vrai que les candidats ne se sont absolument pas bousculés au portillon pour les réclamer, expliquant que ce choix apparaissait comme le plus « logique » compte tenu de la situation politique locale. Toujours marcheurs, oui... mais à pas comptés, semble-t-il. Il est vrai, cela dit, qu'à la page 82 de son vademecum à l'usage des candidats marcheurs, le mouvement a vanté les vertus du non-dit, estimant que dans les communes où LREM « sous-performe », faire campagne sous une autre étiquette serait nettement préférable. Or pour ce qui est de sous-performer, en Corse, la macronie détient déjà une certaine expérience : 15 074 voix et 12,67% des suffrages aux territoriales de 2017, quatre candidats défaits sur les quatre circonscriptions de l'île aux législatives de cette même année et une troisième place pour la liste Renaissance lors des élections européennes de 2019, à plus de 6 points derrière la liste Europe écologie et plus de 12 points derrière la liste du FN. Quand ça veut pas... On comprend mieux dès lors tout l'intérêt qu'il peut y avoir à se revendiquer comme l'instigateur d'une situation qui a toutes les chances de vous dépasser.

Il est vrai, cela étant, que les élections municipales, peut-être tout particulièrement en Corse, sont avant tout une affaire de personnalité et d'ancrage des candidats dans leur localité, bien plus que d'une question étiquette, fût-elle encombrante.

Et puis, s'ils ne sont pas sur le devant de la scène – ou en tête de gondole ? – les marcheurs ne seront pas pour autant absents de cette élection. Outre Jean-Charles Orsucci qui briguera un nouveau mandat, certains ont intégré d'autres listes ou fait part de leur soutien à des candidats d'autres mouvances. Élu LREM à la Collectivité de Corse et candidat sous cette étiquette aux législatives, François Orlandi a pris position en faveur de Jean-Sébastien de Casalta, l'un des candidats de gauche à la mairie de Bastia. À Ajaccio, le maire sortant Laurent Marcangeli accueille une nouvelle venue mais pour autant « fière d'être ajaccienne », responsable locale LREM de l'engagement citoyen, de la communication du lien avec les élus*. Si l'ostentation n'est pas de mise, il ne faudrait pas pour autant confondre discrétion et absence. ■ EM

*83,85% puis 78,49% à Paris contre 77,77% et 74,56% en France entière

*C'est en tout cas ce qu'indiquait le site de Corse En Marche !, qui gagnerait sans doute à être mis à jour puisqu'il présentait, au moment de boucler cette édition, André Caffarelli comme le référent local du mouvement, bien qu'il ait été depuis plusieurs mois remplacé par Marie Luccioni.



AJACCIO CITOYEN

PARTIS POUR SE FAIRE ÉCOUTER



Pas de lancement de campagne en grande pompe, le mardi 4 février, pour la dernière en date des listes ajacciennes, mais une présentation devant la mairie, par volonté de marquer que «la Casa cumuna est la maison de tous».

La voix est aussi calme et le sourire aussi tranquille que le discours est déterminé: Patricia Curcio entend bien souligner tout ce qui fait la singularité de la liste qu'elle mène. À commencer par le fait que, bien que seule tête de liste féminine de ces municipales ajacciennes, elle ne le doit qu'à l'obligation légale pour chaque liste de désigner un leader. Pour elle, «De la 1^{re} à la dernière place, toutes ont exactement la même importance». Une approche égalitaire qui s'explique par l'engagement «bien ancré à gauche» de la liste, où nombreux sont les syndicalistes, et dont tous les membres sont des salariés. «Ni avocat, ni médecin: nous sommes des Ajacciens comme tous les autres, comme tous ceux qui font vivre cette ville et dont la voix n'est jamais écoutée. Nous voulons les faire entendre et leur redonner la dignité» Tellement peu écoutée, cette voix, que, selon elle et ses colistiers, ils n'ont retrouvé dans aucun autre programme les points qu'ils souhaitent réformer. À commencer par le referendum d'initiative citoyenne, dont la mise en place permettrait par exemple «d'éviter le téléphérique» ou «les dépenses inutiles d'argent public comme la place Campinchi». Mais les critiques directes n'iront pas plus loin: «ce qui est fait est fait, il faut maintenant passer à la suite et s'occuper de ce que veulent les Ajacciens». De manière logique, les préoccupations premières de la liste ont trait au social, au transport et à l'environnement. Du vert, pour commencer: «Il faut reboiser la ville, pour qu'elle soit plus agréable à vivre et lutter contre les effets du réchauffement climatique. De la même manière, réduire drastiquement l'entrée des voitures en centre-ville».

Transports, donc: mettre en place une taxe d'entrée pour tous les véhicules, y compris ceux des touristes, mais dont seraient exemptés riverains et habitants des quartiers au-delà du Trottet, fluidifierait le trafic. «Notre liste compte quelques conducteurs de Muvistrada, qui se penchent sur une refonte complète du système de transports en commun. Nous comptons aussi travailler avec les CFC pour renforcer l'offre tram-train sur la vallée de la Gravona».

Pour ce qui touche au social, Patricia Curcio se montre plus incisive

encore: «Je travaille dans un service bancaire de surendettement. Je touche donc du doigt l'étendue et la gravité de la très grande précarité, voire de la misère, sur Ajaccio et la Capa. Pour nous, il faut, hors logements sociaux, stopper immédiatement toute construction nouvelle à but privatif. La bétonnisation actuelle ne fait qu'aggraver la précarité, les loyers augmentent, les impôts locaux aussi, il faut que ça cesse et que les gens puissent se loger à moindre coût.» En cohérence avec cette démarche, Ajaccio Citoyen prévoit la gratuité de la cantine pour tous les enfants, cantine dont les menus passeraient au bio et feraient appel en priorité aux producteurs locaux, pour «que tous les enfants puissent bien manger, sainement, une fois par jour.»

Autres points importants du programme, l'arrêt de la concession de l'eau à Veolia et la gratuité des premiers mètres cubes d'eau pour les ménages les plus modestes.

Se montrant confiante à propos de la constitution de la liste, «trois défections que nous remplacerons sans problème», Patricia Curcio résume la philosophie de sa liste en une phrase: «Faire d'Ajaccio une ville verte, où on puisse vivre bien.» ■ Eric PATRIS



LES RENDEZ-VOUS DE JACQUES FUSINA...

LIVRES, MUSIQUE, ARTS & SPECTACLES, CINÉMA

DANS LA FORÊT

[Jean Hegland, Dans la forêt, Gallmeister, 2018]

C'est ce titre en même temps évocateur et peu précis qui m'a fait ouvrir ce livre publié tout récemment par la maison Gallmeister. Quant à l'auteur, Jean Hegland, il m'a aussi dans un premier temps induit en erreur car ce prénom est ici celui d'une Américaine dont cet ouvrage est précisément le premier roman qui a rencontré dit-on un succès éblouissant et a même été porté à l'écran en 2015. C'était assez pour m'aventurer dans cette lecture même si je ne suis pas habituellement très porté sur la littérature nord-américaine contemporaine quoique connaissant bien entendu quelques-uns de ses plus illustres représentants.

Il s'agit ici d'une œuvre de fiction qui relate une histoire familiale d'abord heureuse dans une maison en forêt assez éloignée d'une petite ville, puis réduite à celle des deux jeunes filles qui après la disparition de leurs parents demeurent dans cette maison, fidèles à une éducation particulière indépendante et libre, marquée pour l'aînée Eva par l'exercice assidu de la danse pour laquelle elle est douée et nourrit de belles ambitions futures; constituée pour la cadette Nell de lectures variées et surtout celle d'une énorme encyclopédie assimilée petit à petit avec l'idée d'en tirer entre autres la meilleure formation pour entrer par concours dans une prestigieuse université difficile d'accès. Les deux sœurs n'ayant en effet fréquenté aucune école publique mais ayant été élevées dans un bel esprit d'autosuffisance familiale intelligente, intellectuelle autant que manuelle, et stimulé par d'originaux principes de vie libertaires et tolérants.

Dans toute une première partie, cette vie familiale peu courante où parents et enfants vivent en harmonie avec la nature à l'écart de la société citadine ordinaire dans leur clairière heureuse, même si un contact avec d'autres jeunes gens a pu s'opérer progressivement avec les sentiments ordinaires de l'adolescence, sans mettre pourtant en cause la forme de vie habituelle, la petite ville restant toujours à portée d'un court trajet dans le pickup familial. Les deux événements de la perte des parents et d'une sorte de catastrophe générale arrivée au pays entraînant une coupure totale des communications, de l'électricité, l'absence des produits alimentaires et d'utilisation ordinaire, le repli de chaque individu sur ses propres intérêts au détriment de tout souci collectif... vont précipiter l'histoire en un autre type de récit, autrement plus déstabilisant et proche parfois de la science-fiction quoique décrivant un enchaînement de situations que l'on peut toujours comprendre, imaginer ou craindre dans n'importe quel pays civilisé d'aujourd'hui.

C'est donc cette survie, gagnée au jour le jour, leurs espoirs et leurs peurs, entre la réalisation des projets d'avant et l'impossibilité de les concevoir encore tels quels, ces transformations de la vie collective découvertes et éprouvées dans toute leur violence en même temps par chacune des deux sœurs...qui donnent à la narration une force étrange et envoûtante. Enrichie aussi par quelques petits miracles quotidiens, par les sentiments de tristesse et d'amour mêlés pour ces orphelines plongées dans une réalité à réinventer chaque jour contre elles-mêmes et contre les autres devenus parfois de redoutables dangers, et l'impossibilité suffocante de faire désormais confiance à quiconque...

Tout cela crée un climat particulier souvent troublant, parfois émouvant, toujours obsédant qui tient en haleine le lecteur et donne en revanche et peu à peu à la forêt, à ses animaux, à ses arbres, à ses herbes, une formidable et belle personnalité susceptible alors d'insuffler comme des perspectives nouvelles, même une possibilité de respiration au moment où toute vie humaine et sociale semble pourtant s'effondrer. C'est sans doute pour ces raisons que certains lecteurs ont pu trouver aussi dans cette histoire de fiction et contrairement à toute attente, un message d'espoir. ■

Enquête sur les ressources et les conditions de vie

Depuis le 3 février et jusqu'au 18 avril, l'Insee réalise une enquête en vue de recueillir des statistiques sur les ressources et les conditions de vie (SRCV). Il s'agit de recueillir des données sur les revenus, la situation financière et l'emploi, le bien-être et la santé des ménages, afin de pouvoir mesurer la pauvreté en France et dans les autres pays européens. Car si être pauvre, c'est avoir un revenu très inférieur à celui dont dispose la plus grande partie de la population, la pauvreté n'est pas uniquement monétaire. On est pauvre aussi quand on ne peut pas atteindre certaines «normes» de consommation ou de confort (aller au cinéma, par exemple). C'est ce que l'on appelle la pauvreté «en conditions de vie», que l'Insee s'emploie à mesurer depuis 2004 par le biais de l'enquête SRCV, volet français d'un travail mené à l'échelle de l'Union européenne.

Les informations collectées permettent d'étudier la répartition des revenus, les phénomènes de pauvreté, l'exclusion sociale et d'évaluer l'efficacité des politiques publiques de lutte contre le inégalités. Les personnes interrogées sont suivies sur une période de 4 ans [contre 9 précédemment] afin de mieux comprendre et analyser les situations de pauvreté et cette année, le questionnaire a été simplifié. Grâce à cette SRCV, il a été établi que le taux de pauvreté en France en 2018 était parmi les plus bas en Europe (13,4% contre une moyenne de 17%) mais était supérieur à celui de la Finlande (12%); ou bien qu'en 2017, 11% des ménages étaient pauvres en conditions de vie: insuffisance des ressources, restrictions de consommation, retards de paiement, difficultés de logement. Par ailleurs, cette pauvreté touchait davantage les familles monoparentales (25,9%) et les personnes seules (13,7%). Près de 16 000 ménages en France métropolitaine seront interrogés pour 2020, notamment à Ajaccio. Les ménages concernés recevront une lettre-avis et un enquêteur de l'Insee prendra contact pour convenir d'un rendez-vous.. Les réponses seront strictement anonymes et confidentielles. ■ JPM

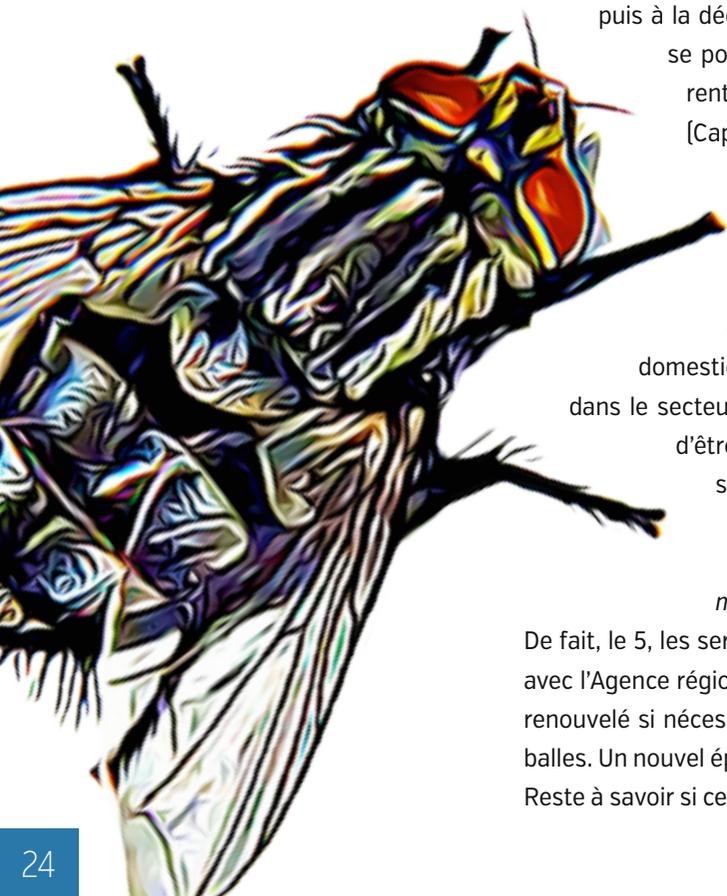


AJACCIO

Les mouches font le buzz

Suite au blocage, fin novembre 2019, de l'accès au centre d'enfouissement de Viggianello puis à la décision du Syvadec de procéder à la fermeture totale du site, une question se posait: que faire de ces ordures ménagères? Dans la région d'Ajaccio, Laurent Marcangeli, président de la Communauté d'agglomération du pays ajaccien (Capa) avait, dans le cadre une convention avec le Syvadec, opté pour la mise en balle et le stockage des déchets, sur le site ajaccien de St-Antoine. Une solution transitoire, faute de mieux. C'était sans compter avec les goélands et les rats, qui se sont mis en devoir d'éventrer les ballots contenant les déchets. Les températures anormalement chaudes de ce début d'année ont fait le reste, contribuant à la prolifération de mouches domestiques, sur le site, mais aussi dans les quartiers environnants, et notamment dans le secteur du centre hospitalier de Castelluccio. Une situation qui n'a pas manqué d'être dénoncée et commentée sur les réseaux sociaux, tandis que A Manca soulignait le problème environnemental ainsi que sur le risque sanitaire que faisait peser une telle situation. Le 4 février, la préfecture indiquait que des mesures étaient en cours à la Capa, afin de «réduire la population de mouches au niveau de Saint Antoine et de tarir leur source de prolifération».

De fait, le 5, les services de la Capa faisaient savoir que, dans le cadre d'un protocole élaboré avec l'Agence régionale de santé, un premier traitement venait d'être effectué. Il pourrait être renouvelé si nécessaire et il devrait être procédé à l'installation de bâches pour protéger les balles. Un nouvel épisode de la crise des déchets que connaît la Corse depuis plusieurs années. Reste à savoir si ce sera le dernier. ■ JPM



SANTÉ

La Corse monte en GRADeS

L'e-santé – c'est-à-dire l'application des technologies de l'information et de la communication (TIC) à l'ensemble des activités en rapport avec la santé – se développe en Corse. Suite au tour de France e-Santé du 9 janvier à Ajaccio, le groupement régional d'appui au développement de l'e-santé (GRADeS) a vu le jour fin janvier 2020 en Corse, sous la forme d'un groupement d'intérêt public (GIP). Cette stratégie est construite en concertation entre l'Agence régionale de santé (ARS) et l'ensemble de ses partenaires (fédérations des établissements de santé, Collectivité de Corse, unions régionales des professionnels de santé, représentants des usagers, Assurance Maladie, etc...). Sous la dénomination de Corse e-santé, le GRADeS est chargé de proposer des services numériques de santé facilitant la communication et la coordination entre tous les professionnels au bénéfice des usagers ainsi que de promouvoir l'utilisation de l'e-Santé en région. Il sera le partenaire numérique de la réponse aux besoins de coopération des professionnels afin de prévenir ou d'éviter les ruptures dans les parcours des patients dont les malades chroniques, les personnes âgées ou en situation de handicap ou en grande précarité.

Sa feuille de route prévoit également de déployer massivement la télémédecine et de proposer des services numériques de coordination pour les acteurs sanitaires, libéraux, médico-sociaux, sociaux et de doter la Corse des services indispensables à l'échange au partage d'informations sécurisées et fiables. L'équipe socle du GRADeS est financée par l'ARS dans un cadre contractuel. Le conseil d'administration du GRADeS est présidé par le Dr Jean Canarelli, pdg de la SA Clinique d'Ajaccio. Lors de sa création, le 30 janvier dernier, 46 structures, réparties dans 7 collèges, ont choisi d'adhérer au GRADeS. ■ JPM



Corse e-santé

Un huitième navire pour Corsica linea



La flotte de la compagnie maritime insulaire Corsica linea se voit renforcée par un huitième navire : *A Nepita*. Il s'agit d'un cargo mixte mis en service en 2002, qui a été affrété auprès de l'armateur suédois Stena Roro. D'une capacité de transport de 1200 passagers et de près de 2000 mètres linéaires de fret (soit 140 remorques et 100 voitures) *A Nepita* desservira l'Afrique du Nord via l'Algérie dès l'été 2020. En effet, entre mars et avril, le navire devra subir différentes modifications dont l'installation d'un scrubber (système de traitement des fumées), ainsi qu'une augmentation du nombre de cabines pour porter sa capacité à 158 cabines). Il s'agit là, annonce la compagnie, d'une nouvelle étape vers un développement durable et responsable. De plus, la mise en service de ce huitième navire s'inscrit dans le cadre du développement de l'activité de Corsica linea tant vers les ports de Corse que vers ceux d'Afrique du Nord. Selon Pascal Trojani, président de la compagnie, cet affrètement consolide la position de la Corsica Linea en tant que deuxième employeur de marins français et premier employeur de marins français en Méditerranée. La compagnie maritime insulaire recrutera à l'occasion 150 marins supplémentaires. ■ JPM

0,77

Les chiffres de la semaine
degré de plus, au niveau mondial, que la moyenne de la période allant de 1981 en 2010 pour le mois de janvier 2020, selon le programme européen de surveillance de la Terre, Copernicus. En Europe, la température de ce mois de janvier a augmenté de 3,1 °C par rapport à la période 1981-2010.

1100

Les chiffres de la semaine
hectares : c'était, à la mi-journée du 5 février, l'estimation de la surface parcourue par les flammes, suite à l'incendie qui s'est déclaré le 3 février à proximité du massif de Bavella, au lieu-dit col de Larone est estimée, alors que la Corse était placée en vigilance orange.

3734

Les chiffres de la semaine
immatriculations de voitures particulières neuves enregistrées par la préfecture de Corse au 4e trimestre 2019, soit une baisse de 2,2% par rapport au trimestre précédent tandis que l'ensemble des autres régions métropolitaines affichent une progression des achats (+22%).

LA FONDATION DU PATRIMOINE EN CORSE A 20 ANS

Depuis 20 ans, la délégation Corse de la Fondation du patrimoine œuvre à la restauration du patrimoine public et privé de notre île. Au travers du label, de la souscription publique et du mécénat d'entreprise, elle accompagne les particuliers, les collectivités et les associations dans des projets de restauration.

Bibliothèque patrimoniale Fesch, Ajaccio

Au niveau national, la Fondation a été créée par la loi du 2 juillet 1996. «*Ce n'est pas une association, elle est créée par la loi, à but non lucratif et est reconnue d'utilité publique, précise Thierry Rovere, son chargé de mission. En Corse elle est née en 2000, il y a tout juste 20 ans*». La première mission, il y a 20 ans, concernait le patrimoine privé: «*Pour cela nous avons un label, le label de la Fondation du patrimoine, qui est supervisé par l'État et qui permet à des propriétaires qui ont des maisons représentatives du patrimoine architectural local de bénéficier de ristournes fiscales s'ils font les travaux dans le respect des matériaux, des techniques ... À cela s'ajoute la restauration et la préservation du patrimoine public, qu'il soit mobilier ou architectural. Aujourd'hui, ce patrimoine représente notre principale activité en Corse*».

La Fondation du patrimoine est articulée autour de bénévoles avec, dans chaque région un délégué régional, aidé par des délégués départementaux et des salariés. Au niveau national, la fondation compte pas moins de 600 bénévoles pour une soixantaine de salariés. L'essentiel des forces vives sont donc des bénévoles. En Corse, le délégué régional est René Lota, secondé par un délégué adjoint, Bartelemy Colombani qui est en Balagne. Elle s'appuie également sur de nombreux bénévoles qui s'emploient, au niveau micro-régional, à faire remonter des projets. «*Concrètement, reprend Thierry Rovere, notre intervention est complémentaire des autres aides, c'est-à-dire que, par exemple, une commune qui souhaite restaurer quelque chose fait sa demande de subvention à l'échelon supérieur et nous, nous venons nous surajouter à ce dispositif pour capter non pas de l'argent public mais de l'argent privé, par le biais du mécénat. Notre mission, c'est d'amoindrir la part restant à charge du maître d'ouvrage. Lorsque les communes font appel à nous, nous allons déterminer si le projet est éligible ou pas. Pour cela, nous avons des bénévoles qui sont architectes du patrimoine et qui nous aident à prendre des décisions sur le plan technique. Comme nous faisons appel au mécénat c'est le volume des dons pour chaque projet qui fait le budget. Tout va dépendre essentiellement de l'implication*

locale lorsque la campagne d'appel aux dons est lancée». Car pour que le projet aboutisse, il faut une émulation sur le terrain. Selon le chargé de mission, un appel au mécénat ne sert à rien si le projet n'est pas activement soutenu et relayé par la communauté. «*Les gens ne viennent pas spontanément. Ou il y a une animation locale autour du projet et ça va drainer du monde et des dons, sinon ce sera un flop*».

«*En général, explique-t-il, la fondation passe une convention avec la commune qui est propriétaire du bien et qui va financer les travaux. En renfort, l'idéal est qu'il y ait une association locale impliquée dans le projet et qui va animer la souscription. La fondation encaisse les dons au profit de la commune, chaque don générant un reçu fiscal pour le donateur*». La déduction fiscale est de 66% pour un particulier et de 60% pour une entreprise.

En octobre 2019, la délégation Corse de la Fondation du patrimoine a mis sur pied un club de mécènes. Il s'agit d'entreprises corses qui souhaitent adhérer à la démarche de la fondation, qui a fixé à 4000€ la cotisation annuelle que ces sociétés vont ensuite pouvoir défiscaliser. Ces cotisations permettent de constituer un pot commun, sachant que lorsque les entreprises adhèrent au club, ce n'est pas pour soutenir tel ou tel projet. Une à deux fois par an, elles se voient soumettre l'ensemble des projets ouverts et là elles font leur choix. Cette année, le club a ainsi choisi trois projets à soutenir: l'église St Antoine de Lugo de Venaco; le portrait officiel de Napoléon III, propriété du Musée de Bastia; et la restauration du fonds ancien de la Bibliothèque Fesch d'Ajaccio. Le club des mécènes réunissait 7 membres l'an passé, il en compte 9 cette année.

Au niveau national, la fondation est partenaire de la Mission Bern, démarrée en 2018. Stéphane Bern s'est vu confier cette mission par le Président de la République afin d'apporter son aide pour sauver le patrimoine. «*Pour cela, dit Thierry Rovere, il lui faut des partenaires sur le terrain. La Fondation et les Directions régionales des affaires culturelles (Drac) sont ces deux partenaires. À nous, sur le terrain, de faire remonter les projets, de les instruire, voir ce qui est éligible ou non et après nous faisons remonter tous ces projets au sein de*



Église St-Michel de Penta di Casinca, maître-autel et les 2 vitrines

Photo Association restauration église de Penta

la mission. En revanche, nous ne sommes pas décisionnaires». En 2018, le loto a généré 1200 000 € de retombées directes pour le patrimoine en Corse. En 2019, 500 000 € sont allés à la bibliothèque Fesch...

Actuellement de moins en moins de projets concernent le bâti privé. C'est que, note le chargé de mission, la mise en place de tels projets s'avère plus compliquée à mettre en place: «Déjà, parce que cela coûte cher pour le propriétaire. La labellisation est un peu contraignante. Il doit bien sûr réaliser des rénovations conformes aux directives de l'architecte des Bâtiments de France, sous peine de se voir retirer le label. Enfin, il faut être subventionné à hauteur de 1% minimum du montant des travaux par les fonds départementaux de la Fondation, condition indispensable à l'octroi du label. Le label est délivré pour cinq ans au vu des travaux envisagés». Aujourd'hui, il y a donc très peu de dossiers de réfection de patrimoine privé qui aboutissent, à l'inverse du patrimoine public. Pour autant, fait observer Thierry Rovere, «Il y a plus à faire aujourd'hui qu'hier! On remarque également un changement par rapport à il y a 10 ans, les gens ont une autre approche, on va refaire oui mais on va bien refaire. Et ça je trouve que c'est quelque chose qui va crescendo. Prenez le temps mais faisons mieux, d'où des projets qui mettent parfois plusieurs années à éclore. Ce qui a changé aujourd'hui c'est aussi la facilité avec laquelle les gens donnent avec notre intermédiaire. Le mécénat d'entreprise prend de l'importance. Par exemple, tout récemment, la société Akuo Corse Energies a fait un don de 250 000 €. Il faut développer cela. Je pense que l'avenir est là. Il faut travailler là-dessus, il y a un avenir, je pense, dans le mécénat d'entreprise. Par ailleurs, nous avons de plus en plus de sollicitations de la part des collectivités.

À ce jour, ce sont 1700 000 € sur les 10 dernières années qui ont été récoltés pour 140 projets. C'est colossal pour une petite région comme la nôtre. Tous les projets ont à ce jour abouti, même si parfois ça peut prendre du temps». Yves Roux peut en témoigner. Ce retraité, qui habite Penta-di-Casinca depuis une dizaine d'années s'est vu confier en 2011 la présidence de l'association créée en 1988

dans le but de permettre la restauration de l'église de la commune, l'église Saint-Michel, dont la construction date des années 1640 et qui a été classée en 1990. «Depuis la création de l'association, nous avons déjà réalisé des travaux de réfection des vitraux, de la sacristie et des fenêtres, mais il restait encore beaucoup à faire, dit-il. Etant retraité, j'avais du temps pour pouvoir m'occuper de trouver des aides financières pour restaurer l'intérieur de l'église qui était en très mauvais état. Cette église a été bâtie par nos anciens, il ne faut pas l'oublier. C'est notre patrimoine. On ne peut pas la laisser se dégrader. Alors je me suis mis en quête de fonds. Les mécènes donnent un peu mais ça n'a pas été suffisant. Grâce à des recherches sur Internet, j'ai découvert la Fondation du patrimoine. Puis, j'ai rencontré Thierry Rovere. Avec le soutien de la Fondation, nous avons organisé des fêtes, des tombolas... dans le but de récolter des fonds. Et ça a marché! Sans elle, nous n'en serions jamais là où nous en sommes et j'aurais sûrement abandonné. Aujourd'hui, grâce à la Fondation, nous avons pu restaurer la quasi totalité du mobilier intérieur. Cette fondation est indispensable, sans cela on ne peut rien faire. Sans cela, on perdrait notre patrimoine.» ■ Céline FORNALI

REPÈRES

En 2018, la Fondation du patrimoine totalisait

2 038 projets soutenus, pour un montant de **51,1 M€**

d'aides en faveur du patrimoine, ce qui s'est traduit par le maintien ou la création de **13 800** emplois dans le bâtiment ; **80%** des projets de la fondation étaient situés dans des communes rurales de moins de 2000 habitants.

En 2017, **1214** labels ont été octroyés, pour **64 M€** de travaux engagés.

CARNETS DE BORD

Le blasphème, le cœur et le portefeuille

par **Béatrice HOUCHARD**

Journaliste successivement à *La Nouvelle République*,
du Centre-Ouest, *La Vie*, *Le Parisien*, *Le Figaro* et *L'Opinion*.
Spécialiste de politique, passionnée de cyclisme et d'opéra.

Auteur notamment de

À quoi servent les députés? (Larousse, 2008),

Le Fait du Prince (Calmann-Lévy, 2017),

Le Tour de France et la France du Tour (Calmann-Lévy, 2019).



29 JANVIER

Les images tournent en boucle sur les réseaux sociaux, provoquant un buzz d'enfer: place de la République, à Paris, des pompiers qui manifestaient la veille se battent avec des policiers. Ce n'est même pas une scène un peu chaude de maintien de l'ordre. Ce sont des batailles rangées et même dérangées. On croirait voir deux bandes de racailles de Seine-Saint-Denis (ou d'ailleurs) régler leurs comptes avec leurs poings et leurs pieds pour asseoir une hypothétique autorité sur leur territoire.

Ce type d'incident n'est pas inédit. On en a déjà vu à Paris ou à Marseille, notamment. Mais cette fois, c'est d'une incroyable violence. Les syndicats parleront plus tard d'un événement « choquant » qui nuit à l'image des pompiers. Pour le citoyen qui peut être amené à appeler la police ou les pompiers dans tel ou tel accident de la vie quotidienne, et qui aimerait voir les uns et les autres travailler bras dessus, bras dessous, c'est aussi incompréhensible que dramatique.

30 JANVIER

Revoilà François Fillon. Ce soir, sur France 2, il est l'unique invité de l'émission « Vous avez la parole », animée par Léa Salamé et Thomas Sotto. François Fillon, 65 ans, grand brûlé de la politique, que l'on disait quasiment installé à l'Élysée dès lors qu'il avait battu Nicolas Sarkozy et Alain Juppé lors de la primaire de la droite, fin 2016, et que l'affaire des emplois [fictifs ou non?] de son épouse Penelope a envoyé directement vers la case « retraite », dans les deux sens du terme.

L'ancien Premier ministre doit comparaître entre le 24 février et le 11 mars devant le tribunal correctionnel de Paris. Il est poursuivi pour détournement de fonds publics, complicité et recel, complicité et recel d'abus de biens sociaux et manquement aux obligations déclaratives de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique. Son ancien suppléant lorsqu'il était député de la Sarthe, Marc Joulaud, est également poursuivi ainsi que son épouse Penelope.

C'est probablement de cela que vient le trouble, pour ne pas dire le malaise, devant l'émission de France 2. On nous explique qu'il ne s'agit pas de faire le procès avant le procès, mais la première

partie de l'émission y ressemble fort: « Pourquoi votre épouse n'avait-elle pas de badge de l'Assemblée nationale? », « Pourquoi les autres assistants parlementaires ne la connaissent-ils pas? », « Avez-vous des preuves qu'elle a réellement travaillé pour vous? », etc. Pendant la campagne électorale, ces interrogations s'imposaient car l'élection présidentielle était en jeu. Mais maintenant? Pourquoi François Fillon, le cheveu plus grisonnant, l'œil un peu humide, la voix parfois tremblante, a-t-il accepté [voire suscité?] un tel exercice?

Tous ceux qui ont côtoyé François Fillon le disent: cet homme est un mystère, enveloppé dans ses secrets et son orgueil. Pendant la campagne présidentielle, il oubliait souvent de parler à ses porte-parole... En l'observant, on a toujours eu davantage de questions que de réponses. Ce soir, il veut visiblement défendre son honneur et celui de son épouse. Mais il semble aussi enfermé dans la certitude que, sans une campagne médiatique doublée d'une procédure judiciaire menée avec une rapidité qui relève incontestablement du zèle, il serait aujourd'hui président de la République. Or, rien ne permet jamais d'être certain d'une élection avant que le dernier bulletin ne soit glissé dans l'urne. Avant même le déclenchement de ce qu'on a appelé le « Penelopegate », les sondages de François Fillon étaient orientés à la baisse. À droite même, on s'était inquiété très vite d'un projet assis sur des purges mais manifestant peu de générosité. Sans les « affaires », il aurait peut-être devancé Marine Le Pen. Mais aurait-il battu Emmanuel Macron? On ne le saura jamais, de même qu'on ne saura jamais si Lionel Jospin aurait battu Jacques Chirac en 2002, dans l'hypothèse où Jean-Marie Le Pen ne lui aurait pas grillé la politesse au soir du 1^{er} tour.

Ayant renoncé (malgré ses promesses de 2017) à donner les noms de ceux qui ont brisé son ascension et ayant l'élégance de ne pas dire de mal d'Emmanuel Macron, François Fillon n'a en réalité ce soir rien à nous dire. Devant l'écran de télévision, on se sent comme l'invité importun d'une histoire qui n'est plus la nôtre.

1^{er} FÉVRIER

Faut-il « être Mila »? On en est là, dans la France de 2020: chacun est sommé, de préférence sur les réseaux sociaux, de dire s'il soutient ou non cette jeune adolescente qui a déclaré sur Instagram:



Illustrations d'après photos DR

«Je déteste la religion. Le Coran est une religion de haine, l'islam c'est de la merde, je dis ce que je pense! Je ne suis pas raciste. On ne peut pas être raciste envers une religion. J'ai dit ce que j'en pensais, vous n'allez pas me le faire regretter. Votre religion, c'est de la merde, votre Dieu, je lui mets un doigt dans le trou du cul, merci, au revoir.»

On est d'accord, ce n'est pas très élégant. Mais elle a 16 ans et venait de subir des insultes homophobes. Après ses déclarations, ce sont des menaces de viol et de mort que la pauvre a reçues, ne pouvant retourner dans son établissement scolaire. Elle a aussi eu droit à l'ouverture d'une enquête judiciaire pour provocation à la haine religieuse, le parquet voulant vérifier que les propos de la jeune fille «s'inscrivent dans la liberté d'expression». Enquête très vite refermée, on n'ose ajouter «Dieu merci».

Mais l'affaire n'a pas fait l'unanimité. Le plus inquiétant: le nouveau délégué du Conseil français du culte musulman (CFCM), Abdallah Zekri, ose: «Elle doit assumer les conséquences» de ses propos car «elle l'a cherché». La plus maladroite: Nicole Belloubet, qui déclare sur Europe 1: «L'insulte à la religion, c'est évidemment une atteinte à la liberté de conscience, c'est grave», avant de faire marche arrière, les juristes de son équipe lui ayant probablement soufflé que tel n'est pas le cas. Ennuyeux, pour une ancienne «sage» du Conseil constitutionnel...

Cinq ans après le massacre de *Charlie Hebdo* et tous les attentats qui ont suivi, on débat donc encore du droit de dire du mal d'une religion, fût-ce en des termes orduriers. Oui, on peut blasphémer en France. Et on espère pouvoir continuer à le faire, mais il faudra être vigilant: on sent bien, en filigrane, la tentation de certains de rétablir la pénalisation du blasphème.

2 FÉVRIER

En ouverture du Tournoi des six nations de rugby, la France bat l'Angleterre. Deux jours après la date officielle du Brexit, le symbole n'est pas que sportif. «Brexitant!» titre le quotidien *L'Équipe*. Au-delà du clin d'œil, c'est surtout le réveil d'une équipe nationale qui, depuis plusieurs saisons, a surtout fait pleurer de déception et de rage les supporters du ballon ovale. Prochain match le 9 février pour confirmer face à l'Italie. Ce sera plus difficile le 22,

au stade de France, contre le Pays de Galles.

3 FÉVRIER

Comment se retrouver coincé dans une polémique qu'il était facile d'éviter? La «Macronie» vient encore de réussir l'exploit.

Au départ, une proposition de loi du député UDI Guy Bricout, élu du Nord, visant à porter de cinq à douze jours le congé d'un salarié qui a perdu un enfant mineur. Cela concerne environ 4 000 familles par an, frappées par ce malheur. A l'Assemblée nationale, le 30 janvier, le député explique qu'il faut «ancrer dans le marbre de la loi leur droit à douze jours de congé de deuil d'office, sans qu'il leur soit nécessaire de demander des jours de congé maladie ou des RTT à leurs collègues», solution choisie par la majorité. Réponse de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud: «Ce que vous proposez, c'est un congé payé à 100% par l'entreprise!» La porte-parole du groupe majoritaire, Sereine Mauborgne, députée du Var, lance cette phrase: «Quand on s'achète de la générosité à bon prix sur le dos des entreprises, c'est quand même un peu facile...» Soucieux de ne jamais engager une dépense nouvelle, même quand celle-ci n'est pas publique, les députés de La République en marche repoussent le passage de cinq à douze jours.

Très vite, le gouvernement s'aperçoit de l'erreur phénoménale qui vient d'être commise et qui sera comprise dans l'opinion telle que l'a résumée le député de la France insoumise François Ruffin: «Vous ne parlez pas avec le cœur, vous parlez avec le portefeuille!» Pire encore pour la ministre: le président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, assure sur Twitter qu'il est favorable aux douze jours de congé et suggère un nouveau vote.

Un second vote est en effet la procédure la plus simple, prévue par le règlement de l'Assemblée. Mais le gouvernement s'enfoncé un peu plus, parlant de lancer une «concertation» avec les associations familiales. Emmanuel Macron doit frapper du poing sur la table, dimanche, demandant au gouvernement de «faire preuve d'humanité». Histoire de remettre une pièce dans la machine, lundi matin, Olivia Grégoire, députée de la majorité, réclame aussi «de l'humanité» pour les députés qui ont suivi l'avis du gouvernement. On est en plein cauchemar. ■

La sélection de la rédaction

Lorenzaccio

Lorsqu'on choisit de donner à une compagnie chorégraphique le nom de Théâtre du corps, quoi de plus naturel que de faire dialoguer le théâtre et la danse ? Marie-Claude Pietragalla et Julien Derouault ont poussé cette logique jusqu'au bout en adaptant une pièce-phare du théâtre romantique français. Publié en 1834, mais joué pour la première fois en 1896 (avec Sarah Bernhardt dans le rôle-titre), bien après la mort de Musset, *Lorenzaccio* se déroule au XVI^e siècle, à Florence, alors sous le joug d'Alexandre de Médicis. Son jeune et idéaliste cousin, Lorenzo, aspire à libérer Florence de ce despote. Pour y parvenir, il devient son compagnon de débauche, son âme damnée... Mais qu'arrive-t-il lorsque le masque de la duplicité en vient à vous coller à la peau ? Séduits par un « *texte riche et poétique* » et par l'ancrage de la pièce dans « *cette période foisonnante qu'est la Renaissance* », les deux chorégraphes se sont emparés de cette œuvre où se mêlent étroitement « *le grotesque et le sublime, l'obscurité et l'élégance* », avec l'intention de « *produire un spectacle hybride* » et de « *faire danser le théâtre, théâtraliser le mouvement, chercher du sens, du fond et de la forme en permanence à travers le corps et les mots* ». Il ont également voulu souligner à quel point *Lorenzaccio* leur est apparu comme « *une pièce intemporelle, ô combien moderne, qui brosse le portrait d'une humanité en perte de repères, en quête d'absolu, espérant un avenir meilleur où tout redevient possible* ». Leur spectacle, dans lequel Julien Derouault incarne Lorenzo, fait appel à la musique électro et à une scénographie et des décors visuels en images 3D conçus par Gaël Perrin. Il se veut ainsi « *Un Lorenzaccio de son siècle, le nôtre. Le langage s'habille de la gestuelle de l'acteur lui-même imprégné de la mémoire, de la rythmique des mots. Une nouvelle forme doit naître de tout cela : théâtrale et chorégraphique, un théâtre en mouvement, un théâtre organique, une danse théâtralisée et transcendée par la langue, celle d'un des plus grands écrivains romantiques français* ».

Le 8 février, 20h30. U Palatinu, Ajaccio. ☎ : 04 95 27 99 10 & www.corsebillet.com

Le 11 février, 20h30. Théâtre municipal de Bastia. ☎ : 04 95 34 98 00 & www.bastia.corsica



Festival du cinéma espagnol et latino-américain

Pour cette 23^e édition, l'association Latinità propose un voyage, au travers d'une sélection de 17 longs-métrages, dont 5 sont en compétition pour l'obtention des quatre prix traditionnels : Grand Prix, Prix des étudiants, Prix de la CCAS et Prix du public. Voyage dans l'espace, bien sûr, avec des œuvres représentatives de la création cinématographique de 8 pays : l'Argentine, le Brésil, la Bolivie, le Chili, Cuba l'Espagne, le Guatemala et le Mexique. Mais également voyage dans le temps, puisque le panel des œuvres présentées couvre diverses périodes de l'Histoire, de la période de Christophe Colomb à celle des années 1960 à 1990 au Guatemala, en revivant l'année 1973 au Chili et en évoquant les événements de 1936 en Espagne. Les œuvres retenues sont aussi propices à une exploration des sentiments, qu'il s'agisse de ceux d'une jeunesse en quête d'identité ou ceux d'adultes en proie à des confrontations, des luttes, des résistances, des rêves et des troubles amoureux. À ce programme viennent s'ajouter des projections spéciales : le « *clásico* » avec cette année le film d'Icíar Bolláin, *También la lluvia* ; le film soutenu par la CCAS avec *Yuli*, biographie du danseur cubain Carlos, figure du Royal Ballet de Londres et la séquence du spectateur, avec *El amor menos pensado*, comédie du réalisateur argentin Juan Vera. Durant toute la durée du festival, l'artiste-peintre Céline Lorenzi expose une série de toiles consacrées au désert mexicain. Invités de cette édition, le réalisateur mexicain Pablo Olmos Arrayales dont le thriller, *Rendez-vous*, est en lice pour la compétition ; et Jean-Marc Pannetier, directeur artistique de doublage et sous-titrage.

Du 9 au 15 février. Espace Diamant, Ajaccio. ☎ www.latinita.fr



Invernale

Créé voilà une vingtaine d'années, le festival de musique Les Rencontres de Calenzana se tient d'ordinaire au mois d'août. Mais il aura désormais, également, une déclinaison hivernale. À l'origine de ce projet qui allie formation et diffusion, le désir d'entretenir une proposition culturelle sur l'année. C'est du reste cette volonté qui a présidé à la mise en place d'une académie de musiques et chants traditionnels en février 2019. Pour cette 1^{ère} édition d'Invernale, l'association étoffe sa proposition, en y adjoignant des interventions en milieu scolaire, quatre soirées de concerts exceptionnels et six stages d'initiation et pratique autour des musiques du monde, avec les différents artistes invités : chant diphonique bouriate, chants polyphoniques sardes, chants polyphoniques corses, chants polyphoniques géorgiens, chant d'inspiration chamanique et guimbarde, chant a cappella. Pour son coup d'envoi, Invernale reçoit Olena Uutai, artiste originaire de Yacoutie, chanteuse et joueuse de guimbarde, qui crée et improvise en s'inspirant des bruits de la nature ; Alexandre Arkhincheev, chanteur diphonique, compositeur, arrangeur et multi-instrumentiste bouriate (il s'accompagne notamment d'un moriin khuur, violoncelle mongol traditionnel) ; l'ensemble polyphonique sarde Tenores di Orosei, qui propose un répertoire constitué à la fois de chants (dont ceux du répertoire spécifique traditionnel appelé « *gotzos* » que l'on apprend dans le cadre strict des confréries religieuses) et de chants profanes ; le groupe Iberi qui explore tout le potentiel de la polyphonie et des instruments traditionnels géorgiens, considérés comme trésor culturel par l'Unesco ; la formation française de chant a cappella Opus Jam qui réunit six chanteurs - arrangeurs, d'horizons culturels et musicaux très divers ; le groupe corse Voce Ventu qui s'inspire de la tradition polyphonique et monodique corses. En ouverture du festival, le 15 à 18h, une conférence [entrée libre] sur les peuples autochtones de Sibérie et leurs chamanismes.

Du 15 au 18 février. Chapelle Ste Restitute, Calenzana. ☎ 04 95 30 59 41 & www.musical-calenzana.com

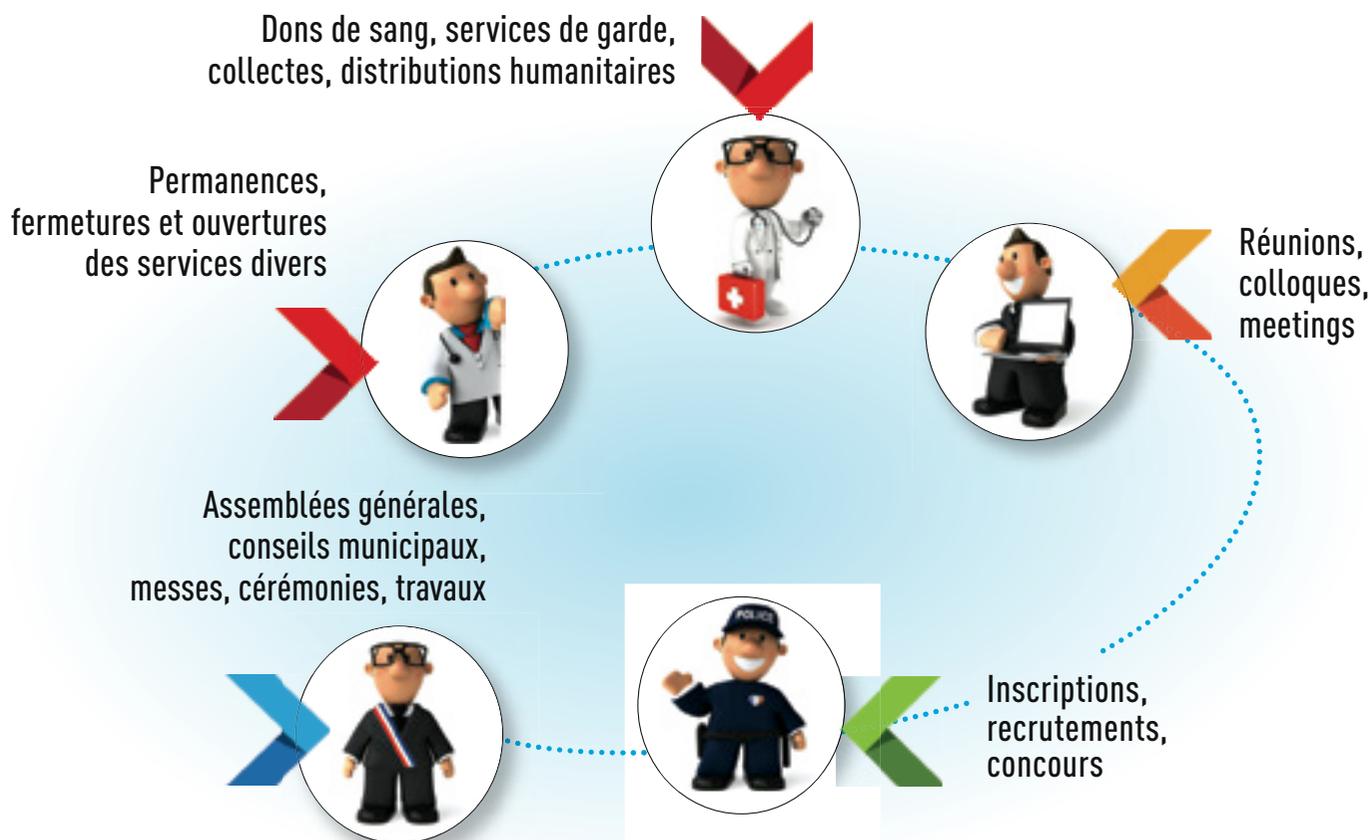
POUR ANNONCER GRATUITEMENT
LES **RENDEZ-VOUS**
DE VOS ASSOCIATIONS
ET COMMUNES



**SERVICE
GRATUIT**

www.icn.corsica/publier-une-info

L'agenda en ligne de votre commune ou de votre association



**POUR COMMUNIQUER
DANS L'AGENDA DE MA COMMUNE**

JE ME RENDS SUR

www.icn.corsica/publier-une-info



“

LE SAVIEZ-VOUS ?

Ventes, cessions d'entreprises
et fonds de commerce.
Actulégales.fr publie chaque
jour les meilleures opportunités.

”

Actulégales.fr, avec votre journal

Actulegales.fr

Tous les jours, toutes les annonces légales entreprises